

MARCHE DE SERVICES

Prestations d'assurances pour le Centre Hospitalier Le Vinatier

<p>Cahier des Clauses Techniques Particulières</p>

LOT N°1 : MULTIRISQUES PATRIMOINE IMMOBILIER ET CONTENU

SOMMAIRE

ARTICLE 1 - OBJET DE L'ASSURANCE.....	3
ARTICLE 2 – DESCRIPTION DES RISQUES A ASSURER.....	4
ARTICLE 3 - GARANTIES DETAILLEES	4
ARTICLE 4 – VALEURS D'ASSURANCE.....	14
ARTICLE 5 – DECLARATION DU RISQUE - ABROGATION DE LA REGLE PROPORTIONNELLE	17
ARTICLE 6 - CONVENTIONS SPECIALES	17
ARTICLE 7 – GESTION DES SINISTRES.....	19
ARTICLE 8 - SUIVI STATISTIQUE DU MARCHE.....	20
ARTICLE 9 - DESIGNATION DU GESTIONNAIRE DU MARCHE.....	20
ARTICLE 10 - ANNEXES	21

ARTICLE 1 - OBJET DE L'ASSURANCE

Aux termes de ses conditions générales et du présent CAHIER DES CHARGES, l'assureur garantit le **patrimoine immobilier** du Centre Hospitalier et son **contenu** contre tous les risques faisant l'objet des garanties détaillées ci-après.

1-1 Patrimoine immobilier

Le terme de **patrimoine immobilier** signifie la globalité des bâtiments, constructions, ouvrages d'art et de génie civil, abris et clôtures de toutes natures, propriétés, loués, mis à disposition, attribués à titre de dotation, ou confiés à n'importe quel titre au Centre Hospitalier, y compris la totalité de leurs annexes, quel qu'en soit l'usage ; entrent également dans le patrimoine immobilier tous les objets, installations, équipements, aménagements, ou embellissements considérés comme immeuble par nature ou par destination (en incluant le mobilier urbain) ; les garanties énumérées ci-après s'appliquent au patrimoine immobilier construit, à construire ou en construction, quel que soit son usage, sa destination, son élévation, sa superficie, la nature de ses matériaux de construction, qu'il soit ou non composé de risques communs, contigus ou proches.

1-2 Contenu

Le terme de **contenu** concerne l'ensemble des biens fixes ou mobiles se trouvant dans l'enceinte des risques assurés et composant le matériel (notamment le matériel informatique et le matériel de vidéo-surveillance), le mobilier, les agencements, les effets et objets personnels appartenant au personnel ou à des tiers, les espèces et valeurs, ainsi que les approvisionnements, marchandises et stocks de toute nature utiles au fonctionnement de tous les locaux assurés, sans aucune exception ni réserve.

Les biens confiés à quelque titre que ce soit au Centre Hospitalier font partie intégrante de la garantie du présent marché.

De même, les archives, modèles et dessins sont réputés couverts ainsi que tous documents porteurs d'informations techniques, commerciales, comptables et administratives, y compris archives et documents informatiques, tous outillages spéciaux, tous documents destinés à l'élaboration ou la reproduction d'autres biens. Sont donc garantis les frais effectivement engagés par l'assuré pour le remplacement et/ou la reconstitution desdits archives modèles et dessins.

Il est expressément convenu qu'en cas de clauses différentes ou divergentes entre les conditions générales et ce CAHIER DES CHARGES, ce sont les clauses les plus favorables au Centre Hospitalier qui prévalent.

Les garanties sont regroupées sous la forme d'une assurance « Multirisques immeuble ».

ARTICLE 2 – DESCRIPTION DES RISQUES A ASSURER

Les risques à assurer correspondent au patrimoine immobilier (et son contenu) du Centre Hospitalier et sont liés à toutes les compétences de ce Centre.

2-1 Les locaux des différents services et structures du Centre Hospitalier

L'assureur s'engage à garantir automatiquement tout patrimoine (immobilier ou mobilier) utilisé par ces services et structures, à quelque titre que ce soit.

La liste des bâtiments correspondants est fournie en annexe, avec les superficies correspondantes.

L'assureur s'engage à couvrir, sans distinction, l'intégralité de ces bâtiments, qu'ils soient à vocation culturelle, culturelle, sportive, de loisirs, ou administrative.

2-2 Eléments chiffrés

A titre informatif, le détail des différents bâtiments est donné en annexe.

Afin de raisonner globalement, les bases du présent marché sont les suivantes :

➔ Superficie globale dans œuvre nette : 179 609,55 m²

➔ Superficie du plus grand bâtiment : 12 700 m²

ARTICLE 3 - GARANTIES DETAILLEES

Le patrimoine du Centre Hospitalier doit être assuré pour les garanties suivantes :

- Incendie et risques annexes
- Dégâts des eaux
- Vol et détériorations
- Bris de glaces

Pour chaque garantie, la liste des événements à assurer est donnée ci-après.

Article 3-1 : Incendie et risques annexes

➔ A) GARANTIES DE BASE

3-1-1 Incendie

Cette garantie s'applique aux dommages matériels causés aux biens assurés par un incendie, c'est-à-dire une combustion avec flamme en dehors d'un foyer normal ; cette garantie couvre tous les dommages causés par conflagration, embrasement ou simple combustion.

3-1-2 Dommages causés par les moyens de secours et mesures de sauvetage

L'assureur garantit les dommages occasionnés aux biens assurés par les secours et les mesures de sauvetage résultant d'un sinistre garanti survenu dans les biens de l'Assuré ou dans ceux d'autrui.

C'est le cas, par exemple, des dommages dus à l'eau (ou autre moyen) utilisée pour éteindre le feu, ou de la détérioration d'une porte ou d'une fenêtre rendue nécessaire pour que les secours pénètrent sur les lieux du sinistre.

3-1-3 Disparition des biens pendant l'incendie

L'assureur répond de la perte ou de la disparition des objets assurés survenue pendant l'incendie ; il est expressément convenu que tout bien assuré ayant disparu à l'occasion d'un incendie est réputé avoir été détruit par ce dernier.

3-1-4 Actes de vandalisme et attentats

L'assureur garantit les dommages matériels directs (d'incendie et autres) causés aux biens assurés par un acte de vandalisme ou par attentat, émeutes, mouvements populaires, grèves, actes de terrorisme ou sabotage.

3-1-5 Catastrophes naturelles (loi du 13/07/82) et technologiques

Conformément à l'article L 125-1 du Code des assurances, l'assureur garantit, dans le cadre de la loi du 13 juillet 1982, complétée par les lois du 25 juin 1990 et du 16 juillet 1992, les effets des catastrophes naturelles, c'est-à-dire les dommages ayant pour cause déterminante l'intensité anormale d'un agent naturel.

L'assureur garantit également les dommages causés par les catastrophes technologiques.

3-1-6 Tempête, grêle et neige sur les toitures

Cette garantie s'applique aux dommages matériels causés aux biens assurés par l'action directe :

- du vent ou du choc d'un corps renversé ou projeté par le vent (garantie obligatoire en vertu de la loi du 25 juin 1990 – article L 122-7 du Code des assurances)

- de la grêle,

- du poids de la neige (ou de la glace) accumulée sur les toitures,

lorsque ces phénomènes ont une intensité telle qu'ils détruisent, brisent ou endommagent un certain nombre de bâtiments de bonne construction dans le Centre Hospitalier ou dans les communes avoisinantes.

En cas de besoin, l'Assureur pourra demander à l'Assuré, à titre de complément de preuve, une attestation de la station la plus proche de la météorologie nationale indiquant qu'au moment du sinistre le phénomène dommageable avait, pour la région du bâtiment sinistré, une intensité exceptionnelle (vitesse supérieure à 90 km/h dans le cas du vent).

Cette garantie s'étend en outre aux dommages de mouille causés par la pluie, la neige ou la grêle lorsque cette pluie, cette neige ou cette grêle pénètre à l'intérieur du bâtiment assuré - ou renfermant les objets assurés - du fait de sa destruction partielle ou totale par l'action directe du vent, de la grêle sur les toitures et à condition que les dommages de mouille aient pris naissance dans les 72 heures suivant le moment de la destruction partielle ou totale du bâtiment assuré.

Sont considérés comme constituant un seul et même sinistre les dommages survenus dans les 72 heures qui suivent le moment où les biens assurés ont subi les premiers dommages.

➔ B) GARANTIES ANNEXES

3-1-7 Explosions

Cette garantie s'applique aux dommages matériels causés aux biens assurés par une explosion ou une implosion ainsi que les coups d'eau des appareils à vapeur.

Il est convenu de définir l'explosion comme une action subite et violente de la pression ou de la dépression de gaz ou de vapeur.

3-1-8 Chute de la foudre

L'assureur garantit les conséquences de tous les dommages causés par la chute de la foudre sur les biens assurés et/ou sur les biens voisins.

3-1-9 Dommages électriques

Cette garantie s'applique aux dommages causés aux appareils machines, moteurs électriques et électroniques et leurs accessoires et aux canalisations électriques et téléphoniques dus :

- à un incendie ou à une explosion ayant pris naissance à l'intérieur de ces objets ;
- à un accident d'ordre électrique affectant ces objets (notamment suite à un court-circuit, une surtension, etc...), y compris les dommages dus à la foudre et à l'influence de l'électricité atmosphérique.

3-1-10 Fumées

L'assureur garantit les dommages matériels directs causés aux biens assurés par des fumées dues à une défectuosité soudaine et imprévisible d'un appareil quelconque, de chauffage ou de cuisine, et seulement dans le cas où ledit appareil, d'une part, est relié à une cheminée par un conduit de fumée et d'autre part, se trouve dans l'enceinte des risques spécifiés dans le présent marché.

Il est convenu que cette garantie intervient même en l'absence d'incendie.

3-1-11 Chute d'appareils de navigation aérienne et d'engins spatiaux

L'assureur garantit les dommages matériels directs autres que ceux d'incendie causés par le choc ou la chute sur les biens assurés de tout ou partie d'appareils de navigation aérienne et d'engins spatiaux ou d'objets tombant de ceux-ci.

L'assureur garantit également les dommages matériels causés par les ondes de choc dues au franchissement du mur du son.

3-1-12 Choc d'un véhicule terrestre

L'assureur garantit les dommages matériels directs autres que ceux d'incendie, causés aux biens assurés par le choc d'un véhicule terrestre.

➔ C) DOMMAGES IMMATERIELS

3-1-13 Frais de déplacement et de relogement

L'assureur garantit :

- les frais de déménagement des meubles sinistrés, de garde-meubles (transports compris), de déplacement et de réinstallation des objets garantis par ce marché
- éventuellement, le loyer ou l'indemnité d'occupation exposé par le Centre Hospitalier pour se réinstaller temporairement dans des conditions identiques. Le loyer ou l'indemnité d'occupation payé antérieurement au sinistre par l'assuré locataire ou occupant, ou bien la valeur locative des locaux occupés par le propriétaire viendra en déduction de l'indemnité due au titre de cette garantie.

3-1-14 Frais de déblais, de démolition et de mesures conservatoires

Sont couverts par cette garantie les frais de démolition, de déblais, d'enlèvement, de décontamination (destruction et neutralisation des biens assurés pollués, y compris les frais de transport au lieu de traitement ou de décharge, ainsi que le désamiantage) et de transfert des décombres ; il en est de même pour les frais d'étalement, de bâchage, d'échafaudage ainsi que pour les frais exposés à la suite des mesures conservatoires imposées par décision administrative.

Sont également couverts les frais de déplacement, remplacement, entreposage, manutention et transport des biens assurés ou non par le présent marché, appartenant ou non au Centre Hospitalier, nécessaires aux travaux de réparation.

De même, les frais de clôture et de gardiennage provisoire sont garantis, ainsi que tous ceux nécessaires au sauvetage, à la conservation et à la protection des biens assurés.

3-1-15 Perte d'usage

Est garantie la perte d'usage représentant tout ou partie de :

- la valeur locative des locaux occupés par le Centre Hospitalier, en qualité de propriétaire en cas d'impossibilité pour lui d'utiliser temporairement tout ou partie de ces locaux.
- La valeur du loyer du Centre Hospitalier, en qualité de locataire responsable du sinistre, en cas d'impossibilité pour lui d'utiliser temporairement les locaux qu'il loue.

3-1-16 Perte de loyers et de charges

L'assureur garantit le montant des loyers et des charges dont le Centre Hospitalier, propriétaire ou locataire donnant en sous-location, peut se trouver privé suite à un sinistre.

3-1-17 Remboursement des frais et honoraires d'experts

La garantie du présent marché est étendue, en cas de sinistre, au remboursement des frais et honoraires de l'expert que le Centre Hospitalier aura lui-même choisi et nommé, ainsi qu'au remboursement des frais et honoraires du troisième expert en cas de tierce expertise amiable, pour la part mise à sa charge.

En cas d'expertise judiciaire ou administrative, la garantie couvre les frais engagés par le Centre Hospitalier.

3-1-18 Remboursement de la prime d'assurance dommages-ouvrage

Dans le cas de reconstruction ou de réparation, le remboursement de la prime d'assurance « dommages-ouvrage » que le Centre Hospitalier souscrit en vertu de la loi du 4 Janvier 1978, est pris en charge par l'assureur.

3-1-19 Honoraires de décorateurs, bureaux d'étude, contrôleurs techniques, d'ingénierie et de coordonnateurs de santé et de sécurité

L'assureur garantit la prise en charge des intervenants sur le chantier de reconstruction, autres que l'architecte ; il s'agit notamment des honoraires des décorateurs, bureaux d'étude techniques et d'ingénierie, contrôleurs techniques, coordonnateurs de santé et de sécurité ou conducteurs d'opération, qui assument tout ou partie de la maîtrise d'œuvre du chantier.

3-1-20 Frais de remise en conformité des lieux

La garantie du présent marché s'étend aux frais nécessités par la remise en état des lieux sinistrés en conformité avec les dernières règles de construction ; sont notamment concernés les frais de remise aux normes électriques, d'adaptation aux nouvelles règles de sécurité, d'alignement etc...

3-1-21 Frais de destruction des biens sinistrés

L'assureur garantit les frais de destruction ou de neutralisation des biens sinistrés, rendus obligatoires par la loi ou la réglementation, en incluant les frais de transport y afférents.

3-1-22 Perte financière

L'assureur garantit le Centre Hospitalier de la perte financière résultant de la perte d'usage des aménagements qu'il a effectués, lesquels deviennent propriété du bailleur suite à un sinistre du fait :

- de la résiliation de plein droit du bail par le bailleur

- du refus du bailleur, qui maintient le bail, de reconstituer les aménagements

3-1-23 Pertes indirectes

L'assureur garantit, à hauteur du montant indiqué ci-après (chapitre « valeurs d'assurance ») tous les frais engagés et les pertes diverses occasionnées par le sinistre ; cette garantie est forfaitaire et l'assureur s'interdit par avance de réclamer des justificatifs des frais et pertes subis.

→ D) GARANTIES DE RESPONSABILITE

◆ Lorsque le Centre Hospitalier est locataire

3-1-24 Risques locatifs

L'assureur garantit la responsabilité qu'encourt le Centre Hospitalier, lorsqu'il est locataire (ou occupant), vis-à-vis du propriétaire, en vertu des articles 1302, et 1732 à 1735 du Code civil. Cette garantie comprend les risques locatifs ordinaires et supplémentaires.

3-1-25 Responsabilité pour trouble de jouissance

L'assureur couvre la responsabilité du Centre Hospitalier locataire, à l'égard du propriétaire, pour le recours qu'exerce le propriétaire contre le Centre Hospitalier, en raison du préjudice subi par des colocataires. Les dommages matériels et immatériels font partie intégrante de cette garantie.

3-1-26 Responsabilité perte de loyers

Cette garantie permet au Centre Hospitalier, dans le cas où il serait responsable d'un sinistre, de rembourser au propriétaire :

- son propre loyer, en cas de résiliation du bail
- les loyers des colocataires non responsables, que ces derniers sont donc dispensés de payer au propriétaire
- la perte d'usage du propriétaire, pour le cas où ce dernier se serait réservé un local dans l'immeuble

◆ Lorsque le Centre Hospitalier est propriétaire

3-1-27 Recours des locataires et/ou des occupants

L'assureur garantit la responsabilité du Centre Hospitalier propriétaire, pour tous dommages matériels, y compris ceux immatériels consécutifs, causés aux biens des locataires et/ou des occupants, par suite d'un vice de construction ou d'un défaut d'entretien tel que définis par l'article 1721 du Code civil.

3-1-28 Trouble de jouissance

Cette garantie complète celle évoquée au 3-1-25 et s'étend à la responsabilité que le Centre Hospitalier peut encourir à l'égard des locataires et/ou occupants, pour le trouble de jouissance que ces derniers peuvent subir, à la suite d'un sinistre dont ils ne sont pas responsables, en application des articles 1719 et 1725 du Code civil ; la garantie joue pour les dommages matériels et les dommages immatériels consécutifs.

◆ Dans tous les cas

3-1-29 Recours des voisins et des tiers

Sont garanties les conséquences pécuniaires de la responsabilité, que le Centre Hospitalier peut encourir :

- Pour tous dommages matériels et immatériels consécutifs, causés aux biens des voisins et des tiers, résultant d'un événement couvert par le présent marché, survenus dans les biens sous la responsabilité de l'assuré ; il est expressément convenu que les biens confiés font partie intégrante de cette garantie.

3-1-30 Défense-recours

L'assureur s'engage à exercer les recours contre tous tiers (ou leurs assureurs) responsables des dommages causés aux bâtiments, notamment aux barrières de sécurité.

➔ E) GARANTIE DOMMAGES AUX BIENS DES AGENTS

3-1-31 Dommages matériels aux biens personnels des agents

L'assureur garantit les dommages causés aux biens appartenant aux agents du Centre Hospitalier, tels que lunettes, vêtements, ordinateurs etc...
Il est convenu que cette garantie sera sans franchise.

Article 3-2 : Dégâts des eaux

3-2-1 Garantie de base

L'assureur garantit les dommages matériels et immatériels causés par les eaux ou autres liquides et provenant des causes suivantes :

- fuites, ruptures ou débordements :
 - de toutes canalisations des bâtiments (alimentation, distribution et évacuation), installations de chauffage, chéneaux ou gouttières
 - des appareils à effet d'eau, des réfrigérateurs, congélateurs et tout équipement fonctionnant à l'aide de l'eau
- infiltrations d'eau, de neige, de grêle ou de glace à travers les toitures, terrasses, ciels vitrés, balcons et, plus généralement, de tout élément de construction destiné à la couverture des bâtiments
- débordement et renversement de récipients
- gel de toutes canalisations et appareils à effet d'eau, situés à l'intérieur des locaux assurés, y compris les dommages subis par ces conduites et appareils
- rupture, engorgement, débordement ou refoulement des égouts
- fuite sur une installation d'extincteurs automatiques à eau
- infiltrations par les ouvertures (portes ou fenêtres) fermées, par les joints d'étanchéité (à l'intérieur et à l'extérieur des bâtiments), par les façades et au travers des carrelages
- eaux de ruissellement, notamment des voies publiques ou privées, même en cas d'orage

3-2-2 Garanties annexes

Ces garanties sont identiques à celles déjà énoncées dans les paragraphes concernant l'incendie et risques annexes et intitulés :

- dommages immatériels (C du 3-1)
- garanties de responsabilité (D du 3-1)

Elles correspondent aux garanties 3-1-13 à 3-1-29 incluse.

De plus, une garantie recherche de fuites est accordée par l'assureur, couvrant l'ensemble des frais (temps passé et fournitures de moyens et de matériels) nécessaires à la détermination de la cause du sinistre, ainsi qu'aux travaux de remise en état après recherche de fuites.

Article 3-3 : Vol et détériorations

3-3-1 Garantie de base

L'assureur garantit la disparition, la destruction ou la détérioration du contenu, tel que défini à l'article 1 du présent CAHIER DES CHARGES, y compris les valeurs (argent, chèques-restaurant, etc...) en tiroir-caisse ou en meuble, à la suite d'un vol ou d'une tentative de vol commis dans l'une des conditions suivantes :

- par effraction ou tentative d'effraction des locaux ou des meubles assurés
- par introduction clandestine ou maintien clandestin ou usage de fausses clefs
- par agression du personnel du Centre Hospitalier, ou de toute personne présente dans les locaux assurés

3-3-2 Garanties annexes

- Espèces, titres et valeurs transportées par un membre du personnel du Centre Hospitalier
- Détériorations mobilières et immobilières consécutives à un vol, une tentative de vol, un attentat ou un acte de vandalisme (accompagné ou non de vol)
- Frais de clôture ou de gardiennage provisoire
- Frais de reconstitution d'archives suite à vol, tentative de vol, vandalisme ou attentat
- Frais de remplacement de serrures des bâtiments assurés suite au vol des clés à l'intérieur des bâtiments assurés, entièrement clos et couverts lors du vol
- Honoraires de l'expert choisi par l'assuré

3-3-3 Moyens de prévention-protection

L'assureur prend acte que certains bâtiments disposent de protection particulière contre le vol (ex : alarme) et que le Centre Hospitalier a mis en place des caméras de vidéo-protection, mais que cela n'est pas systématique.

Article 3-4 : Bris de glaces

3-4-1 Garantie de base

L'assureur garantit le bris des glaces et de tous produits verriers (par exemple vitraux, miroirs, devantures, toitures, rayonnages, etc...), situés à l'intérieur ou à l'extérieur des locaux assurés.

3-4-2 Garanties annexes

- bris des enseignes, intérieures et extérieures
- frais de dépose, de déblai, de pose et de transport
- dommages immobiliers ainsi qu'au contenu (tel que défini à l'article 1 du présent CAHIER DES CHARGES) consécutifs à un bris de glace
- dommages aux accessoires de la glace (gravures, décorations, ...)
- frais de clôture et de gardiennage provisoire après sinistre

Article 3-5 : Tous risques expositions

L'assureur s'engage à garantir les objets et œuvres d'art exposés temporairement, en quelque lieu que ce soit, contre tout vol, perte, destruction, incendie, détérioration et, plus généralement, contre tout dommage subi.

Il s'agit d'une garantie de type « clou à clou ».

Il est expressément convenu que les opérations de dépose, démontage, enlèvement, transports de toutes natures (notamment terrestre, aérien, ferroviaire, maritime et fluvial), chargement, manipulation, présentation, installation, déchargement, livraison, repose et remontage sont garanties.

L'assureur garantit les dommages aux biens assurés en « tous risques ».

Article 3-6 Perte d'exploitation

L'assureur s'engage à couvrir la perte de marge brute en cas de perte d'exploitation causée par un des événements garantis précédemment, ou suite à fermeture administrative du Centre Hospitalier.

Article 3-6 : Autres événements

L'assureur garantit les autres dommages aux biens, tant matériels qu'immatériels, à partir du moment où ils sont d'origine accidentelle.

Cette garantie est limitée par les exclusions prévues aux conditions générales.

ARTICLE 4 – VALEURS D'ASSURANCE

Article 4-1 : Montant des garanties

L'assureur s'engage à prendre en charge les sinistres correspondants aux garanties souscrites, telles que définies à l'article précédent, selon les montants définis dans le tableau ci-après :

GARANTIES	MONTANTS ou SUPERFICIES
→ INCENDIE ET RISQUES ANNEXES	
<ul style="list-style-type: none"> • Biens immobiliers 	179 609,55 m ² de superficie
<ul style="list-style-type: none"> • Biens mobiliers 	1 500 000 €, en valeur à neuf - dont 1 000 000 € de matériel informatique
<ul style="list-style-type: none"> • Dommages immatériels 	Frais réels à concurrence de : 4 000 000 €
Limitation particulière : Pertes indirectes	10 % de l'indemnité, forfaitairement
<ul style="list-style-type: none"> • Responsabilité civile / voisins et tiers • Défense recours 	4 000 000 € 10 000 €
→ DEGAT DES EAUX	A concurrence des dommages
→ VOL	200 000 €
→ BRIS DE GLACES	200 000 €
→ DOMMAGES AUX BIENS DES AGENTS	1 000 €
→ TOUS RISQUES EXPOSITIONS	Nombre moyen d'expositions annuelles : 7 Montant maximum exposé : 30 000 €
PERTE D'EXPLOITATION	Marge brute garantie 1 000 000 €

Article 4-2 : franchises

L'assureur indiquera dans sa proposition le tarif retenu, en intégrant une franchise générale de 1 500 € par sinistre (hors franchises légales).

Il est convenu que les garanties « défense-recours » et « dommages aux biens des agents » ne comportent aucune franchise.

Article 4-3 : limitation contractuelle d'indemnité

Le cas échéant, l'assureur peut proposer une LCI (Limitation Contractuelle d'Indemnité), qui ne pourra être inférieure à **30 000 000 €** ;

Article 4-4 : Clause Valeur à Neuf ; indemnisation des sinistres

Les biens mobiliers et Immobiliers assurés par le présent marché sont garantis en "Valeur à Neuf" dans les conditions ci-après.

Ces biens seront estimés en cas de sinistre, sur la base d'une "Valeur à Neuf" égale à la valeur de reconstitution (reconstruction ou remplacement) au prix du neuf au jour du sinistre, sans toutefois pouvoir dépasser la valeur d'usage majorée du tiers de la valeur de reconstruction ou de remplacement.

L'assurance "Valeur à Neuf" ne porte pas sur les machines et appareils électriques ou électroniques, canalisations électriques et leurs accessoires, dans le cas où ils seraient atteints par un dommage d'origine interne.

L'assurance "Valeur à Neuf" ne garantit pas le remplacement d'un matériel démodé ou pratiquement irremplaçable ni le coût de reconstruction spéciale de ce matériel. La valeur de reconstitution prise pour base d'estimation de celui-ci sera celle d'un matériel moderne de rendement égal (étant bien précisé que l'indemnisation comprendra les éventuelles améliorations effectuées par ou pour le compte du Centre Hospitalier sur tout matériel ou machine).

L'indemnisation en "Valeur à Neuf" ne sera due que si la reconstitution a lieu dans un délai de deux ans à partir de la date du sinistre, sauf impossibilité justifiée.

L'assureur accepte que la reconstruction d'un ou plusieurs bâtiments sinistrés s'opère en tous lieux ou sur tout autre terrain appartenant ou loué à l'assuré ou simplement mis à sa disposition à quelque titre que ce soit.

Lors de la reconstruction, l'assuré pourra apporter toutes modifications qu'il jugera utiles quant aux matériaux, disposition et usage des bâtiments reconstruits ou des biens remplacés.

Le montant de la différence entre l'indemnité en Valeur à Neuf et l'indemnité correspondante en valeur d'usage, ne sera payée qu'après reconstruction ou remplacement (sur justification de leur exécution par la production de mémoires ou de factures). L'indemnité en « Valeur à Neuf » sera limitée, en tout état de cause, au montant des travaux et des dépenses figurant sur les factures produites, étant bien précisé que, dans le cas où ce montant serait inférieur à la valeur d'usage fixée par expertise, l'assuré n'aurait droit à aucune indemnisation supplémentaire au titre de la présente clause.

ARTICLE 5 – DECLARATION DU RISQUE - ABROGATION DE LA REGLE PROPORTIONNELLE

Les biens immobiliers assurés sont dans leur majorité construits et couverts en matériaux durs. Toutefois, certains établissements peuvent être réalisés en matériaux de toute nature.

- ➔ La garantie s'entend avec **abrogation totale de la règle Proportionnelle**.
- ➔ La liste des bâtiments garantis fournie en annexe ne revêt aucun caractère exhaustif ni même énumératif mais seulement indicatif.

Il est formellement convenu que tout nouveau bâtiment dont le Centre Hospitalier devient propriétaire, locataire, attributaire ou détenteur à un titre quelconque est couvert au titre du présent marché, même s'il n'est pas mentionné dans la liste annexée. De même, toute modification, agrandissements, travaux, investissements, sont automatiquement garantis, sans déclaration préalable.

Les surfaces indiquées dans le présent CAHIER DES CHARGES ont été calculées à partir des éléments connus du Centre Hospitalier et ne pourront en aucun cas lui être opposées en tant que preuve d'une éventuelle insuffisance.

En contrepartie, le Centre Hospitalier s'engage à déclarer dans le premier trimestre civil suivant les échéances des 1^{er} janvier les superficies des risques ajoutés au cours de l'année civile écoulée.

Le matériel, les équipements, les stocks, le mobilier appartenant au Centre Hospitalier ou loué par lui peuvent se trouver en dépôt en tous lieux, y compris dans des bâtiments ou sur des sites appartenant à des tiers.

ARTICLE 6 - CONVENTIONS SPECIALES

L'assureur déclare accepter sans aucune réserve les conventions et déclarations suivantes :

Le Centre Hospitalier :

- ➔ gère ou exploite l'ensemble des risques par tous moyens ; il peut, de ce fait, participer ou organiser des réunions, solennités, banquets, kermesses, ventes de charité, bals, spectacles et fêtes de tout genre ; en pareil cas, les dommages d'incendie consécutifs à ces manifestations sont réputés garantis. Les biens mobiliers (véhicules compris) pris en location pour ces manifestations sont également garantis si le Centre Hospitalier en est déclaré responsable.

➔ peut loger gratuitement ou non, tout ou partie de ses agents dont le mobilier est compris dans la présente garantie, s'il n'est pas assuré par ailleurs.

➔ agit ou peut agir tant pour son compte que pour celui de qui il appartiendra, notamment en ce qui concerne les objets, marchandises, collections ou divers, pouvant appartenir à des tiers dont elle pourrait être détenteur ou responsable à quelque titre que ce soit.

➔ pourra posséder dans les bâtiments assurés ou à leurs abords, des citernes, des carburants avec ou sans distributeur ainsi que des stocks de carburants solides.

➔ a pu renoncer à recours contractuellement contre des tiers ou des co-contractants ; dès lors, l'assureur s'engage formellement à ne pas exercer de recours contre ces tiers ou ces co-contractants, ainsi que contre leurs assureurs.

Il est en outre expressément convenu, lors de la passation du marché d'assurances correspondant au présent CAHIER DES CHARGES que :

➔ les capitaux garantis et les primes afférentes sont indexés soumis aux variations de l'indice F.F.B. ou R.I. ; l'assureur indiquera l'indice retenu

➔ sont garantis, hormis le patrimoine, tous les services annexes nécessaires à l'exécution des différentes missions du Centre Hospitalier ;

➔ en cas de bâtiment édifié sur terrain d'autrui, l'indemnisation sera effectuée de la même manière que si le bâtiment était situé sur un terrain appartenant au Centre Hospitalier, même en cas de non-reconstruction

➔ le Centre Hospitalier, agit tant pour son compte que pour celui de qui il appartiendra. De ce fait, l'assureur garantit systématiquement les objets, matériels et marchandises appartenant ou pouvant appartenir à des tiers et dont elle serait dépositaire, concessionnaire ou détenteur à quelque titre que ce soit. Il est toutefois prévu, en pareil cas, que la présente assurance ne pourra alors bénéficier qu'aux tiers non assurés ou insuffisamment assurés dans la limite de leur insuffisance de garantie, étant entendu que, dans le deuxième cas, elle interviendra en deuxième ligne après épuisement de la garantie souscrite par ailleurs. La Compagnie renonce à tous recours tant contre l'Assuré que contre les tiers propriétaires.

➔ l'assurance est réalisée taxes incluses ; les indemnités seront versées TTC.

➔ l'assureur, ainsi que les éventuels co-assureurs, reconnaît avoir vérifié la nature des risques garantis. Il renonce de ce fait à l'application de toute déchéance, règle proportionnelle ou pénalité en cas d'omission ou d'inexactitude de déclaration au moment de la souscription ou en cours de contrat.

➔ En cas de chute de cheminées, antennes, arbres, installations aériennes extérieures ou constructions frappées par la foudre sur les bâtiments assurés, tous les dommages en résultant sont compris dans l'assurance, alors même qu'il n'y aurait pas eu d'incendie.

➔ en cas d'assureur de nationalité non-française, il est convenu par avance que le règlement de tous litiges entre les parties relèvera de la seule compétence des tribunaux français.

ARTICLE 7 – GESTION DES SINISTRES

Article 7-1 : déclaration des sinistres

Le Centre Hospitalier s'engage à déclarer les sinistres survenus dans les trois mois suivant la date à laquelle il en a eu connaissance.

Le Centre Hospitalier ne sera pas tenu de déclarer les sinistres dont il ne réclamerait pas le montant.

Article 7-2 : expertise des dommages

En cas de dommages mettant en jeu le présent marché, l'assureur indiquera le seuil d'expertise, c'est-à-dire le montant estimatif des dommages au-dessus duquel il missionnera un expert en vue de déterminer le montant exact des dommages subis.

Il est convenu que, lorsque les dommages seront inférieurs à ce seuil d'expertise, le Centre Hospitalier puisse faire procéder aux réparations ou au remplacement du contenu immédiatement, sans attendre l'accord de l'assureur.

Au cas où une expertise serait nécessaire (c'est-à-dire au-dessus du seuil précédemment défini), l'assureur s'engage à missionner l'expert dans les 2 jours maximum suivant la réception de la déclaration de sinistre et à en informer immédiatement le Centre Hospitalier.

L'expertise doit commencer dans la semaine suivant l'envoi de la mission ; à défaut, l'assureur autorise le Centre Hospitalier à débiter les travaux de réparation, ou à procéder au renouvellement du contenu sinistré. En cas d'urgence, et selon la seule appréciation du Centre Hospitalier, ce dernier pourra demander une expertise dans les plus brefs délais.

L'expertise doit être terminée dans les 3 mois suivant la mission de l'expert, sauf sinistre exceptionnel. A défaut, le Centre Hospitalier pourra commencer les travaux de réparation ou les opérations de renouvellement du contenu dès la fin des 3 mois.

Dès le dépôt du rapport de l'expert, l'assureur en communique une copie au Centre Hospitalier pour information.

Article 7-3 : paiement de l'indemnité

En cas de sinistre garanti, l'indemnité est payée par l'assureur dans les 15 jours suivant le dépôt du rapport de l'expert.

Le Centre Hospitalier conserve toujours le droit de demander une ou plusieurs provisions, afin de lui permettre de financer le démarrage des travaux de remise en état, ou le remplacement du matériel, mobilier, stock sinistré.

Article 7-4 : contestation de l'indemnité

Au cas où le Centre Hospitalier serait en désaccord avec l'assureur sur le montant d'une indemnité, quelle que soit la garantie en jeu, chaque partie (assureur et assuré) désigne alors un expert pour procéder à une expertise amiable contradictoire.

Si les experts désignés ne trouvent pas un accord, l'assureur et l'assuré désignent alors d'un commun accord un troisième expert et s'en remettent à son avis.

En cas de désaccord sur le choix du troisième expert, sa désignation est faite par le Tribunal du lieu du sinistre, sur demande d'une des deux parties ou de l'une seulement.

Les honoraires de l'expert choisi par le Centre Hospitalier sont pris en charge par la garantie « honoraires d'experts » prévue à l'article 3-1-17 du présent marché, de même que la moitié des honoraires du tiers expert.

ARTICLE 8 - SUIVI STATISTIQUE DU MARCHE

L'assureur s'engage à envoyer au Centre Hospitalier, tous les ans, à compter du 1^{er} janvier 2027, l'état complet des sinistres concernant le présent marché.

Tous ces états statistiques comporteront les renseignements suivants :

- liste complète des sinistres, par ordre chronologique de survenance
- indication, pour chaque sinistre :
 - de sa date de survenance
 - de la nature des dommages (corporels, matériels, immatériels)
 - des garanties en jeu (incendie, vol, dégât des eaux...)
 - des montants payés par l'assureur (indemnités, frais d'expertise ou autres)
 - des provisions subsistant éventuellement au moment de l'établissement de l'état
 - du montant des recours obtenus (par application du Code civil, du Code des assurances ou de conventions diverses)
- indication des chiffres totaux par nature, catégories et périodes

ARTICLE 9 - DESIGNATION DU GESTIONNAIRE DU MARCHE

L'assureur s'engage formellement à désigner une ou plusieurs personnes ayant en charge la gestion du présent marché, que les services du Centre Hospitalier auront comme interlocuteur(s) privilégié(s).

Ces personnes devront avoir un pouvoir de décision, notamment dans les domaines suivants :

- nomination des experts
- règlement et paiement des sinistres
- conseil et explication sur des points techniques ou juridiques précis relatifs aux clauses du marché
- décomposition de la prime

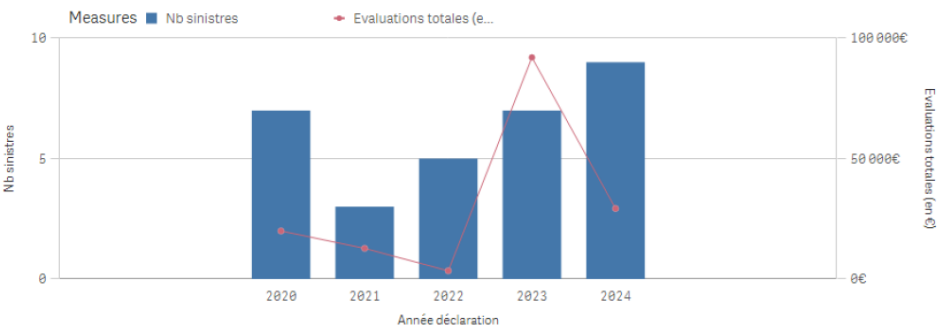
ARTICLE 10 - ANNEXES

- ➔ Annexe 1 : état statistique de la sinistralité
- ➔ Annexe 2 : liste du patrimoine (fichier distinct)

ANNEXE 1 : ETAT STATISTIQUE DE LA SINISTRALITE

Tableau - Récapitulatif par Année

Année déclaration	Nb Sinistres	Règlements Relyens	Règlements Sociétaire	Evaluations Totales
2020	7	15 074,63 €	4 867,00 €	19 941,63 €
2021	3	11 215,92 €	1 500,00 €	12 715,92 €
2022	5	2 904,46 €	500,00 €	3 404,46 €
2023	7	1 930,00 €	110,00 €	92 010,09 €
2024	9	6 042,10 €	1 693,00 €	29 261,00 €
Total	31	37 167,11 €	8 670,00 €	157 333,10 €



Liste des Dossiers - MULT - Matériel

Date déclaration	N° contrat	N° sinistre	Date fait	Matière assurée	Victime(s)	Etat sinistre	Cause sinistre	Règlements Relyens	Règlements Sociétaire	Evaluations Totales
07/03/2022	165996	0007202200002	07/01/2022	CENTRE HOSPITALIER LE VINATIER	XXX	Clos	Sans effraction	0,00 €	0,00 €	0,00 €
21/09/2022	165995	0008202200024	23/06/2022	CENTRE HOSPITALIER LE VINATIER	XXX	Clos	Bris de machines	1 896,46 €	500,00 €	2 396,46 €
22/09/2022	165995	0008202200025	06/09/2022	CENTRE HOSPITALIER LE VINATIER	XXX	Clos	D.E - Surtension d'origine atmosphérique (foudre)	0,00 €	0,00 €	0,00 €
20/11/2020	153618	0009201900688	12/12/2019	CENTRE HOSPITALIER LE VINATIER	XXX	Clos	Incendie d'origine matérielle	1 685,58 €	0,00 €	1 685,58 €
27/01/2020	153618	0009202000016	23/01/2020	CENTRE HOSPITALIER LE VINATIER	XXX	Clos	Perte de contenu suite dommages chambre froide	0,00 €	0,00 €	0,00 €
06/02/2020	153618	0009202000031	05/02/2020	CENTRE HOSPITALIER LE VINATIER	XXX	Clos	Dû à une fuite / rupture / débordement	0,00 €	0,00 €	0,00 €
09/07/2020	153618	0009202000302	08/07/2020	CENTRE HOSPITALIER LE VINATIER	XXX	Clos	D.E - Surtension d'origine canalisée ou court-circuit	12 447,00 €	1 593,00 €	14 040,00 €
03/09/2020	153618	0009202000380	02/09/2020	CENTRE HOSPITALIER LE VINATIER	XXX	Clos	Dû à une fuite / rupture / débordement	0,00 €	0,00 €	0,00 €
08/10/2020	153618	0009202000448	08/01/2020	CENTRE HOSPITALIER LE VINATIER	XXX	Clos	Incendie d'origine matérielle	0,05 €	1 593,00 €	1 593,05 €
13/10/2020	153618	0009202000457	05/10/2020	CENTRE HOSPITALIER LE VINATIER	XXX	Clos	Choc d'un véhicule terrestre	942,00 €	1 681,00 €	2 623,00 €
23/04/2021	153618	0009202100149	19/03/2021	CENTRE HOSPITALIER LE VINATIER	XXX	Clos	Choc d'un véhicule terrestre	0,00 €	0,00 €	0,00 €
23/04/2021	153618	0009202100150	10/03/2021	CENTRE HOSPITALIER LE VINATIER	XXX	Clos	Choc d'un véhicule terrestre	0,00 €	0,00 €	0,00 €
03/11/2021	165994	0009202100430	30/10/2021	CENTRE HOSPITALIER LE VINATIER	XXX	Clos	Incendie d'origine matérielle	11 215,92 €	1 500,00 €	12 715,92 €
24/01/2022	165994	0009202200023	21/01/2022	CENTRE HOSPITALIER LE VINATIER	XXX	Clos	Dû à une fuite / rupture / débordement	0,00 €	0,00 €	0,00 €
16/09/2022	165994	0009202200443	14/08/2022	CENTRE HOSPITALIER LE VINATIER	XXX	Clos	Incendie d'origine humaine	1 008,00 €	0,00 €	1 008,00 €
06/01/2023	165994	0009202200596	08/12/2022	CENTRE HOSPITALIER LE VINATIER	XXX	Clos	Bris de glaces	840,00 €	0,00 €	840,00 €
03/05/2023	165994	0009202300143	25/04/2023	CENTRE HOSPITALIER LE VINATIER	XXX	Clos	Choc d'un véhicule terrestre	484,00 €	110,00 €	594,00 €
03/05/2023	165994	0009202300144	18/03/2023	CENTRE HOSPITALIER LE VINATIER	XXX	Clos	Choc d'un véhicule terrestre	0,00 €	0,00 €	0,00 €
16/06/2023	165994	0009202300208	10/05/2023	CENTRE HOSPITALIER LE VINATIER	XXX	Closure provisoire	Choc d'un véhicule terrestre	606,00 €	0,00 €	606,00 €
26/09/2023	165994	0009202300394	14/09/2023	CENTRE HOSPITALIER LE VINATIER	XXX	En cours	D.E - Surtension d'origine canalisée ou court-circuit	0,00 €	0,00 €	29 970,09 €
21/11/2023	165994	0009202300501	20/10/2023	CENTRE HOSPITALIER LE VINATIER	XXX	Clos	Dû à une infiltration	0,00 €	0,00 €	0,00 €
06/12/2023	165994	0009202300524	01/12/2023	CENTRE HOSPITALIER LE VINATIER	XXX	En cours	Action du vent	0,00 €	0,00 €	60 000,00 €
03/05/2024	165994	0009202400119	29/04/2024	CENTRE HOSPITALIER LE VINATIER	XXX	En cours	Avec effraction	0,00 €	0,00 €	3 800,00 €
06/05/2024	165994	0009202400121	29/04/2024	CENTRE HOSPITALIER LE VINATIER	XXX	Clos	Dû à une infiltration	0,00 €	0,00 €	0,00 €
31/05/2024	165994	0009202400157	02/05/2024	CENTRE HOSPITALIER LE VINATIER	XXX	En cours	Dû à une infiltration	0,00 €	0,00 €	3 000,00 €
12/08/2024	165994	0009202400262	03/07/2024	CENTRE HOSPITALIER LE VINATIER	XXX	En cours	Avec effraction	0,00 €	0,00 €	1 694,00 €
27/09/2024	165994	0009202400334	26/09/2024	CENTRE HOSPITALIER LE VINATIER	XXX	En cours	Dû à une infiltration	0,00 €	0,00 €	1 694,00 €
27/09/2024	165994	0009202400335	26/09/2024	CENTRE HOSPITALIER LE VINATIER	XXX	En cours	Dépôts des eaux (codif. temporaire)	0,00 €	0,00 €	3 293,00 €
27/11/2024	165994	0009202400457	06/10/2024	CENTRE HOSPITALIER LE VINATIER	XXX	En cours	Dû à une fuite / rupture / débordement	0,00 €	0,00 €	1 700,00 €
09/12/2024	165994	0009202400476	05/12/2024	CENTRE HOSPITALIER LE VINATIER	XXX	En cours	Choc d'un véhicule terrestre	6 042,10 €	1 693,00 €	8 680,00 €

9/10

10272600 - CENTRE HOSPITALIER LE VINATIER - BRON CEDEX Période d'analyse de 2020 à 2025 (Extraction du 09/04/2025)
 Seules les années ayant eu au moins un sinistre apparaissent dans le reporting. L'absence d'une année indique l'absence de sinistres sur l'année en question.



Liste des Dossiers - MULT - Matériel

Date déclaration	N° contrat	N° sinistre	Date fait	Matière assurée	Victime(s)	Etat sinistre	Cause sinistre	Règlements Relyens	Règlements Sociétaire	Evaluations Totales
20/12/2024	165994	0009202400499	19/12/2024	CENTRE HOSPITALIER LE VINATIER	XXX	En cours	Choc d'un véhicule terrestre	0,00 €	0,00 €	5 400,00 €

10/10

10272600 - CENTRE HOSPITALIER LE VINATIER - BRON CEDEX Période d'analyse de 2020 à 2025 (Extraction du 09/04/2025)
Seules les années ayant eu au moins un sinistre apparaissent dans le reporting. L'absence d'une année indique l'absence de sinistres sur l'année en question.

